

Obs'COP 2022

observatoire international
climat et opinions publiques

LE BAROMETRE DE LA PERCEPTION DU CHANGEMENT CLIMATIQUE DANS 30 PAYS



LE POUVOIR D'ACHAT DOMINE LE CLASSEMENT DES PREOCCUPATIONS A L'ECHELLE MONDIALE. MALGRE L'IMPORTANCE QU'ILS ACCORDENT AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET AUX EVENEMENTS CLIMATIQUES EXTREMES, LES CITOYENS SONT MOINS ENCLINS A S'IMPLIQUER ET DOUTENT D'AVANTAGE DES ORIGINES HUMAINES DU PHENOMENE.

Paris, le 8 décembre 2022 - En tant qu'acteur majeur du secteur énergétique au niveau mondial et engagé pour la neutralité carbone d'ici 2050, EDF présente les résultats d'une étude d'opinion d'ampleur inédite menée pour la 4^{ème} année consécutive par Ipsos dans 30 pays¹ sur les cinq continents, comptant les deux tiers de la population mondiale et parmi lesquels figurent les plus importants émetteurs de CO₂. EDF réalise ainsi chaque année un état des lieux international des opinions, connaissances, attentes et niveaux d'engagement face au changement climatique pour nourrir la réflexion et participer à la recherche constructive de solutions pour l'avenir.

Les résultats sont en libre accès sur : www.edf.fr/observatoire

1/ Dans une période marquée par une forte inflation, les préoccupations économiques progressent encore alors que les préoccupations environnementales stagnent à l'échelle mondiale

- **La hausse du coût de la vie est le premier sujet de préoccupation au niveau mondial (62%)** et il progresse encore fortement cette année (+10 pts depuis 2021, +15 pts depuis 2020). La pauvreté et les inégalités restent aussi en haut du classement (46%), suivies par les enjeux de santé (42%).
- Si l'inflation est l'inquiétude qui domine tous les continents, **les priorités divergent ensuite** : la santé mobilise l'Europe et l'Amérique du Nord, tandis que l'Amérique du Sud craint plus que partout ailleurs la criminalité et la délinquance ; l'Asie reste mobilisée par le Coronavirus (2^e priorité) ; le chômage continue d'inquiéter l'Afrique et l'Amérique du Sud tandis qu'il a disparu des inquiétudes en Europe et en Amérique du Nord.
- **En 4^{ème} position, l'environnement reste une préoccupation importante**, à un niveau stable par rapport à 2021 (40%, -1 pt). Elle figure parmi les cinq premières préoccupations des habitants sur presque tous les continents, à l'exception des pays d'Afrique et du Moyen-Orient.
- **L'environnement reste une priorité des CSP +** : s'il figure en 2^{ème} position (44%) chez les ménages les plus aisés, juste après l'augmentation du coût de la vie, il n'apparaît qu'en 6^{ème} position chez les plus modestes (36%), devancé par la pauvreté et les inégalités (49%), le chômage (44%), le système de santé (41%) mais aussi la corruption (39%).

¹ La méthodologie : sélection des pays sur la base de leurs émissions en CO₂ en tonnes par an, selon leur localisation géographique, leur valeur d'exemplarité dans la lutte contre le réchauffement climatique et leur modèle économique-social : Afrique du sud, Allemagne, Arabie saoudite, Australie, Belgique, Brésil, Canada, Chili, Chine, Colombie, Corée du Sud, Egypte, Emirats Arabes Unis, Espagne, Etats-Unis, France, Inde, Indonésie, Italie, Japon, Maroc, Mexique, Nigéria, Norvège, Pologne, Royaume-Uni, Russie, Singapour, Suède, Turquie. Echantillons représentatifs de la population entre 500 et 1000 personnes par pays ; méthode des quotas. Terrain réalisé par Internet entre le 30/08 et le 26/09/22..

- Confrontés ensuite à la question du choix de société à privilégier à l'avenir, **entre la priorité environnementale et la priorité à la croissance et aux emplois**, une majorité de répondants choisissent toujours l'environnement. Mais cette majorité, qui était de 53% pour l'environnement en 2019 contre 34% pour la croissance, **se réduit petit à petit** : elle est en 2022 de 48% vs 38%, signe que les difficultés économiques freinent le virage environnemental de nos économies.

2/ Le sentiment d'être témoin du changement climatique progresse dans les zones confrontées aux fortes chaleurs et sécheresses de 2022

- **L'année 2022 a été marquée par des événements climatiques majeurs** : très fortes chaleurs, sécheresse et incendies hors normes en Europe pendant l'été, inondations en Australie, fortes chaleurs en Inde et au Japon ou encore sécheresse au Chili plus tôt dans l'année... Pourtant à l'échelle mondiale, le sentiment d'être confronté « tout à fait » ou « plutôt » au changement climatique n'a pas progressé depuis 2019, même s'il est certes très élevé (77%), notamment en Amérique du Sud (89%), en Afrique / Moyen-Orient (80%) et en Asie (82%).
- En revanche, dans les zones confrontées à ces événements en 2022, dont une partie de l'Europe, les populations ont bien davantage qu'en 2021 le sentiment de voir les effets du changement : +9 pts en Chine, +8 en Allemagne, en Pologne et au Royaume-Uni, +5 en France et en Espagne, +11 pts en Inde.
- La réaction des populations n'est pas la même partout. Les Australiens, à 55% (+24 pts vs 2021), mentionnent les inondations qui ont frappé leur pays cette année. Pour autant, leur sentiment d'être confrontés au changement climatique reste plus faible qu'ailleurs et ne progresse pas.
- Les événements climatiques de cet été ont fortement marqué les Français : les fortes chaleurs (79%, +9 points vs 2021), la sécheresse (62%, +19 points vs 2021) et l'assèchement des cours d'eau (51%, +16 points vs 2021).

3/ Bien que classé en tête des priorités environnementales, le changement climatique ne suscite pas plus d'inquiétude et le climato-scepticisme progresse

- **Le changement climatique (46%, +2 vs 2021) et les événements climatiques extrêmes (43%, +2 vs 2021) deviennent bien cette année les premiers motifs de préoccupation environnementale** au niveau mondial, même s'ils le doivent aussi à la décline de la question des déchets et du plastique (41%, -5 vs 2021) et de la pollution de l'air (37%, -3 vs 2021). Tout de même, si on cumule la préoccupation pour le changement climatique et les événements climatiques extrêmes, c'est 66% de la population mondiale qui considère le climat comme l'enjeu prioritaire (60% en 2019).
- **Toutefois, le changement climatique ne suscite pas plus d'inquiétude cette année et le climato-scepticisme progresse** :
 - Le niveau d'inquiétude à l'égard du changement climatique reste élevé (69%) mais tend à diminuer (-3 pts à l'échelle mondiale et -6 pts en France par rapport à l'année dernière).
 - En France les 16-24 ans sont moins inquiets que l'ensemble de la population (45% vs 64% pour l'ensemble des Français). Toutefois ils sont soit plus indifférents (16% vs 7% pour l'ensemble), soit au contraire ils manifestent une plus grande démoralisation (38% vs 27% pour l'ensemble).
 - **De façon inattendue, le climato-scepticisme progresse de manière continue depuis 3 ans (37%, +6 points en 3 ans), et de façon particulièrement marquée en France cette année (37%, +8 points en un an)** alors que la préoccupation environnementale y est particulièrement forte. Plus précisément, l'idée qui progresse le plus n'est pas la négation du changement, mais le fait qu'il est « principalement dû à un phénomène naturel comme la Terre en a toujours connu dans son histoire ». On trouve donc moins de personnes qu'avant estimant qu'il est dû à l'activité humaine : 63% en 2022 contre 69% en 2019. La France reste toutefois moins concernée par le climato-scepticisme que les pays producteurs d'énergie fossile (Arabie Saoudite : 60%, Norvège : 48%, Russie : 48%, Emirats Arabes Unis : 46%, Etats Unis 48%).

2 Rappelons que les climato-sceptiques tel que nous les définissons dans l'enquête sont ceux qui refusent la réalité même du changement climatique (9%) et ceux qui, sans nier cette réalité, considèrent qu'elle n'est pas d'origine humaine (25%), soit 34% de la population interrogée.

- **L'âge n'apparaît pas comme un critère clivant sur ce sujet** : le taux de climato-scepticisme est très proche dans toutes les catégories d'âge. **La sympathie politique est en revanche plus déterminante** : dans les sept pays où cette question politique a été posée³, 28% des sympathisants de gauche se révèlent climato-sceptiques pour 50% des sympathisants de droite.
- Il semblerait donc que les populations **enregistrent** la survenue d'événements climatiques extrêmes et les placent en tête des problèmes environnementaux actuels, mais que dans le même temps, **cela ne les inquiète pas davantage ni ne les convainc des origines humaines du phénomène**, comme si « la nature » semblait de plus en plus la cause de son propre dérèglement.

4/ Les citoyens sont moins certains de la nécessité d'agir à l'échelle individuelle et s'en remettent aux décideurs publics et privés, qu'ils jugent moins sévèrement. Pourtant, certaines pratiques quotidiennes des consommateurs évoluent

Des citoyens plus réticents à agir et à modifier leur mode de vie...

- Les citoyens ont, davantage que par le passé, **le sentiment que les responsables politiques et économiques se mobilisent contre le changement climatique**. C'est le cas des gouvernements (54%, +6 pts en 3 ans) mais **surtout des autorités et collectivités locales** (48%, +12 en 3 ans). C'est aussi le cas des **entreprises** (45%, +6 en 3 ans). **La tendance est plus marquée en France** (gouvernement : 33%, +10 points en 3 ans, autorités locales : 39%, +13 points en 3 ans – responsables politiques : 27%, +9 points en 3 ans et entreprises : 34%, +16 points en 3 ans).
- Les populations font ce constat alors qu'ils sont **moins enclins à agir à l'échelle individuelle** : il y a un an, 45% considéraient que c'était à eux d'agir, ils sont 42% aujourd'hui. En France, la chute du devoir individuel est très forte en 2022 (de 61% à 49%) après avoir progressé régulièrement les trois années précédentes. Ce sont les ouvriers et les moins de 25 ans qui sont les moins enclins à attribuer un devoir d'agir au consommateur.
- **Pour résoudre l'équation climatique, faut-il modifier nos modes de vie ou faire confiance à la technologie ? Ou est-il de toute façon trop tard ?** Seuls 11% se montrent effectivement fatalistes. La majorité des répondants se distribue en deux camps inégaux : 50% pensent qu'il faut changer de mode de vie tandis que 31% s'en remettent à la technologie. Mais là encore, la réponse "mode de vie" décline plutôt en quatre ans (de 53% à 50%), et particulièrement en France, bien que toujours supérieure à la moyenne mondiale (de 64% à 57%).

...mais qui agissent malgré tout pour l'environnement

- **Les populations affirment que leurs comportements ont évolué**. C'est sur l'utilisation des transports individuels que le phénomène est le plus marqué : ceux qui disent éviter de prendre leur voiture au moins de temps en temps sont passés de 49% à 61% entre 2019 et 2022 et ceux qui évitent l'avion de 41% à 52%. On retrouve une **évolution importante sur l'utilisation des énergies renouvelables pour se chauffer** : de 34% à 44%.
- De façon moins forte, les consommateurs **semblent plus attentifs à la provenance lointaine des produits** : 57% disent les éviter (+5 points vs 2019).
- Les autres éco-gestes déjà pratiqués largement sont ceux qui n'ont pas l'impact le plus fort sur le réchauffement climatique (tri des déchets, évitement du suremballage, fruits de saison). En revanche, la consommation de viande qui est très impactante sur le climat, ne semble pas diminuer selon les interviewés. L'agriculture et le numérique sont d'ailleurs sous-estimés par rapport à leurs émissions de CO2.
- **Les plus jeunes** ne déclarent pas plus de pratiques vertueuses que l'ensemble de la population.

Des contraintes toujours difficiles à accepter

- **Le niveau d'acceptabilité des mesures contraignantes** (incitations, interdictions ou taxes) **varie peu, et reste plus faible en Europe et en Amérique du Nord**. Seules 3 mesures convainquent au moins 6 répondants sur 10 dans le monde : l'interdiction des vols courts quand il est possible de prendre le train (64%), la taxation de l'achat d'un véhicule polluant (61%) et l'obligation pour les propriétaires de bien isoler leur logement (61%).

5/ Consommation et production d'électricité : avec la tension sur l'approvisionnement énergétique, la préoccupation pour les prix est forte

- **Six mois après le début de la guerre en Ukraine et dans un contexte de tension sur l'approvisionnement énergétique**, la flambée des prix est très durement ressentie, et ce partout dans le monde pour les différentes sources d'énergie. 48% des foyers déclarent être impactés par une forte hausse des prix de l'électricité (37% en France), 51% par la hausse des prix de l'essence (53% en France) et 40% par la hausse des prix du gaz (seulement 22% en France).
- **Et face à une menace de pénurie d'électricité, l'acceptabilité des énergies « non renouvelables » progresse assez nettement, surtout en Europe :**
 - **La proportion de répondants favorables au nucléaire progresse au niveau mondial** (+7 points vs 2021) et dans de nombreux pays européens (+10 pts en France, +15 pts en Allemagne, +13 pts en Espagne, +17 pts en Italie, +13 pts au Royaume-Uni).
 - **Mais l'acceptabilité des centrales au gaz (+4 points vs 2021) et des centrales au charbon (+6 points vs 2021) progresse également, particulièrement en Europe.**

Ils analysent les résultats de l'ObsCOP

Contactez-les pour approfondir les sujets qu'ils traitent pour l'Obs'COP :

Didier WITKOWSKI, *Direction Études EDF* : coordination, résultats d'ensemble

Daniel BOY, *CEVIPOF* : climato-scepticisme, préoccupations environnementales

Jérôme JAFFRÉ, *CECOP, CEVIPOF* : clivages politiques et changement climatique

Olivier GALLAND, *CNRS* : la génération climat

Mathieu BRUGIDOU, Jérémie BOUILLET, Jérôme CUBILLÉ, Mathieu Durand-DAUBIN, *EDF R&D* : le public du changement climatique

Patrick PERETTI-WATEL, *INSERM – SESSTIM* : les conséquences du changement climatique et leur impact sur l'opinion

Simon PERSICO, *Sciences Po Grenoble* : l'arbitrage économie / environnement

Emiliano GROSSMAN, Charlotte HALPERN, Isabelle GUINAUDEAU, *Sciences Po, CEE* : acceptabilité des politiques publiques climatiques

Stéphane LA BRANCHE, Sciences Po Grenoble, Arina SUSAN, chercheuse indépendante : les logiques de changement de comportement en France, pratiques de consommations : les logiques de mobilisation en Europe

Vincent KAUFMAN, EPFL, Guillaume DREVON, LISER : l'acceptabilité des changements de modes de vie dans le domaine de la mobilité

Analyses par pays :

Brice TEINTURIER, *IPSOS* : France

Marc LAZAR, *Sciences Po* : Italie

Richard BALME, *Sciences Po, CEE* : Chine

Michaël LEVYSTONE, *IFRI* : Russie

Florence FAUCHER, Lucien THABOUREY, *Sciences Po* : Royaume-Uni

Pedro-Roberto JACOBI, Marco TAVARES, *Institute of Energy and Environment, University of Sao Paolo* : Brésil

Laurence NARDON, *IFRI* : Etats-Unis

Ioan TRIFU, *INALCO* : Japon

Christophe JAFFRELOT, *Sciences Po* : Inde

Samadia SADOUNI, *Sciences Po Lyon* : Afrique du Sud

Jean-François PÉROUSE, *Univ. Toulouse Jean Jaurès, Elvan ARIK, chercheur indépendant* : Turquie

À propos d'Ipsos

Ipsos est l'un des leaders mondiaux des études de marché et des sondages d'opinion, présent dans 90 marchés et comptant plus de 18 000 collaborateurs.

Nos chercheurs, analystes et scientifiques sont passionnément curieux et ont développé des capacités multi-spécialistes qui permettent de fournir des informations et des analyses poussées sur les actions, les opinions et les motivations des citoyens, des consommateurs, des patients, des clients et des employés. Nos 75 solutions s'appuient sur des données primaires provenant de nos enquêtes, de notre suivi des réseaux sociaux et de techniques qualitatives ou observationnelles.

Notre signature « Game Changers » résume bien notre ambition d'aider nos 5 000 clients à évoluer avec confiance dans un monde en rapide évolution.

Créé en France en 1975, Ipsos est coté à l'Euronext Paris depuis le 1er juillet 1999. L'entreprise fait partie des indices SPF 120 et Mid-60 et est éligible au service de règlement différé (SRD). ISIN code FR0000073298, Reuters ISOS.PA, Bloomberg IPS:FP.

www.ipsos.com

À propos d'EDF

Acteur majeur de la transition énergétique, le groupe EDF est un énergéticien intégré, présent sur l'ensemble des métiers : la production, le transport, la distribution, le négoce, la vente d'énergie et les services énergétiques. Leader des énergies bas carbone dans le monde, le Groupe a développé un mix de production diversifié basé principalement sur l'énergie nucléaire et renouvelable (y compris l'hydraulique) et investit dans de nouvelles technologies pour accompagner la transition énergétique. La raison d'être d'EDF est de construire un avenir énergétique neutre en CO2 conciliant préservation de la planète, bien-être et développement, grâce à l'électricité et à des solutions et services innovants. Le Groupe participe à la fourniture d'énergie et de services à environ 37,9 millions de clients (1), dont 28,7 millions en France (2). Il a réalisé en 2020 un chiffre d'affaires consolidé de 69,0 milliards d'euros. EDF est une entreprise cotée à la Bourse de Paris.

(1) Les clients sont décomptés depuis 2018 par site de livraison ; un client peut avoir deux points de livraison : un pour l'électricité et un autre pour le gaz.

(2) Y compris ÉS (Électricité de Strasbourg).

Contacts presse IPSOS

Julien Caietti / julien.caietti@ipsos.com / 07 60 76 30 73

Contact presse EDF

Iuliana Andronachi / iuliana.andronachi@edf.fr / 07 61 71 04 77